



Ville de Saint-Avé

Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'assainissement non collectif

Service eau et assainissement



2017

Rapport annuel relatif au prix et à la qualité du service public de l'assainissement non collectif pour l'exercice présenté conformément à l'article L2224 - 5 du code général des collectivités territoriales et au décret du 2 mai 2007.

Les informations sur fond bleu sont obligatoires au titre du décret.

Tout renseignement concernant la réglementation en vigueur, la définition et le calcul des différents indicateurs peut être obtenu sur le site

www.services.eaufrance.fr

Table des matières

PARTIE I : CARACTERISATION TECHNIQUE DU SERVICE	3
1. PRESENTATION DU TERRITOIRE DESSERVI	3
2. MODE DE GESTION DU SERVICE	3
3. ESTIMATION DE LA POPULATION DESSERVIE	3
4. INDICE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (D302.0)	4
5. ACTIVITE DU SERVICE	4
A. LES FAITS MARQUANTS	4
B. LE CONTROLE DES INSTALLATIONS NEUVES	4
C. LE CONTROLE DE L'EXISTANT	5
PARTIE II : TARIFICATION ET RESULTATS DU SERVICE.....	8
1. LA TARIFICATION	8
2. RESULTATS.....	8
PARTIE III : INDICATEURS DE PERFORMANCE	9

PARTIE I : CARACTERISATION TECHNIQUE DU SERVICE

1. Présentation du territoire desservi

Le service est géré au niveau

- ☒ communal
☐ intercommunal

- Nom de la collectivité : SAINT-AVE
- Caractéristiques (commune, EPCI et type, etc.) : **Commune**
- Compétences liée au service
 - ☒ Contrôle des installations
 - ☐ Entretien des installations
 - ☐ Traitement des matières de vidanges
 - ☐ Réhabilitation des installations
 - ☐ Réalisation des installations
- Territoire desservi (communes adhérentes au service, secteurs et hameaux desservis, etc.) : **SAINT-AVE**
- Existence d'une CCSPL ☒ Oui ☐ Non
- Existence d'un zonage ☒ Oui, date d'approbation : **13 mai 2005** ☐ Non
- Existence d'un règlement de service ☒ Oui, date d'approbation : **14 décembre 2016** ☐ Non

2. Mode de gestion du service

Le service est exploité en

- ☐ régie
☒ **régie avec prestataire de service**
☐ régie intéressée
☐ gérance
☐ délégation de service public : affermage
☐ délégation de service public : concession

3. Estimation de la population desservie

Est ici considérée comme un habitant desservi toute personne – y compris les résidents saisonniers – qui n'est pas desservie par un réseau d'assainissement collectif.

Le service public d'assainissement non collectif dessert **999 habitants**, pour un nombre total d'habitants résidents sur le territoire du service de **11 437** (source INSEE). *Ratio 2.27 habitants par logement en ANC*

Le taux de couverture de l'assainissement non collectif (population desservie rapporté à la population totale du territoire couvert par le service) est de **8,73 %** au 31/12/2017 (**8,77 %** au 31/12/2016).

Nombre de ménages disposant d'un assainissement non collectif	
2015	438
2016	432
2017	440

4. Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif (D302.0)

Il s'agit d'un indicateur descriptif, qui permet d'apprécier l'étendue des prestations assurées par le service. Il se calcule en faisant la somme des points indiqués dans les tableaux A et B ci-dessous.

Attention : le tableau B n'est pris en compte que si le total obtenu pour le tableau A est égal à 100.

		Exercice 2016	Exercice 2017
A – Éléments obligatoires pour l'évaluation de la mise en œuvre du service			
20	Délimitation des zones d'assainissement non collectif par une délibération	Oui	Oui
20	Application d'un règlement du service approuvé par une délibération	Oui	Oui
30	Vérification de la conception et de l'exécution de toute installation réalisée ou réhabilitée depuis moins de 8 ans	Oui	Oui
30	Diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien de toutes les autres installations	Oui	Oui
B – Éléments facultatifs pour l'évaluation de la mise en œuvre du service			
10	Le service assure à la demande du propriétaire l'entretien des installations	Non	Non
20	Le service assure sur demande du propriétaire la réalisation et la réhabilitation des installations	Non	Non
10	Le service assure le traitement des matières de vidange	Non	Non

L'indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif du service pour l'année 2017 est de 100 (100 en 2016).

5. Activité du service

A. Les faits marquants

La Ville de Saint-Avé, par délibération du 21 décembre 2017, a décidé d'initier, de piloter et d'animer une opération groupée de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif non conformes, sous maîtrise d'ouvrage publique partielle.

A cet effet, une convention de mandat a été signée avec l'Agence de l'eau Loire Bretagne, pour le versement d'une aide correspondant à 60 % du montant des études et travaux, plafonné à 8500 €. Le nombre d'installations bénéficiant des aides, est limité par des critères d'éligibilité fixés par l'agence. Pour Saint-Avé, l'aide pourrait concerner 35 installations.

L'agence participe également à l'animation du dispositif, en versant au SPANC une participation forfaitaire de 240 € par installation réhabilitée

B. Le contrôle des installations neuves

▪ Les contrôles de conception

Le contrôle de conception est réalisé au vu de l'étude de sol et de filière présenté par le porteur du projet d'installation de l'ANC. Le SPANC délivre un rapport de contrôle ainsi qu'une attestation de conformité.

	2014	2015	2016	2017
Nombre de contrôles de conception	7	12	13	14
Nombre de contrôles de conception conformes	7	12	13	14

9 projets ont concerné une réhabilitation et 5 une construction neuve.

En 2017, sur 12 dossiers avec propositions de filières*, les proportions sont les suivantes dans les préconisations réalisées :

(* 2 instructions ont concerné des certificats d'urbanisme – pas de préconisations de filières)

- 52% de filières d'infiltrations (7 installations),
- 42% de filières drainées (5 installations).

Parmi les 5 filières drainées préconisées :

- 3 filtres compacts agréés,
- 1 microstation agréée,
- 1 dispositif de phyto-épuration.

Sur l'ensemble des filières préconisées en 2017, aucune ne présente de rejet d'eaux traitées au milieu superficiel. Les filières drainées préconisées sont toutes suivies d'une zone de dispersion.

Ces ratios paraissent cohérents avec les types de sols majoritairement observés sur le territoire de SAINT-AVE (sols à dominante limono-sableuse, et donc plutôt perméables).

■ Les contrôles de réalisation

Le contrôleur du SPANC procède à une vérification, en tranchées ouvertes, de la conformité de l'installation à la réglementation et au projet validé.

	2014	2015	2016	2017
Nombre de contrôles de réalisation	9	6	6	13
Nombre de contrôles de réalisation conformes	9	6	6	12

8 sont des installations réhabilitées suite aux campagnes de contrôles des installations existantes ou suite à un contrôle dans le cadre d'une cession immobilière.

5 sont installations d'assainissement non collectif réalisées dans le cadre de constructions neuves

La répartition des filières de traitement s'établit comme suit :

- 11 filières d'infiltration,
- 2 filières drainées dont une filière avec dispersion totale en aval (absence de rejet au milieu superficiel) et une filière avec rejet direct au milieu superficiel avec autorisation du gestionnaire.

Parmi ces deux filières drainées préconisées :

- 1 filtre compact agréé,
- 1 dispositif de phyto-épuration

C. Le contrôle de l'existant

Le contrôle périodique consiste, sur la base des éléments fournis par le propriétaire et/ou l'occupant de l'immeuble et lors d'une visite sur place, à :

- Vérifier les modifications intervenues depuis le précédent contrôle,
- Repérer l'accessibilité et les défauts d'entretien et d'usure éventuels,
- Constater que le fonctionnement de l'installation n'engendre pas de risques environnementaux, de risques sanitaires ou de nuisances.

La périodicité de contrôle est fixée à **4 ans**. Chaque année, une partie du parc des installations est ainsi contrôlée. Cette périodicité a été réduite à **2 ans** dans le cas des installations non conformes lorsqu'un danger pour la santé ou un risque pour l'environnement a été constaté.

Les points à contrôler et modalités d'évaluation des installations sont définis dans l'arrêté du 27 avril 2012 relatif à la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

Les installations existantes sont considérées **non conformes** dans les cas suivants :

- Installations présentant des **dangers pour la santé des personnes** ;
- Installations présentant un **risque avéré de pollution de l'environnement** ;
- Installations **incomplètes ou significativement sous dimensionnées** ou présentant des dysfonctionnements majeurs.

Le classement dans l'une de ces catégories indique le délai de réalisation des travaux de mise en conformité.

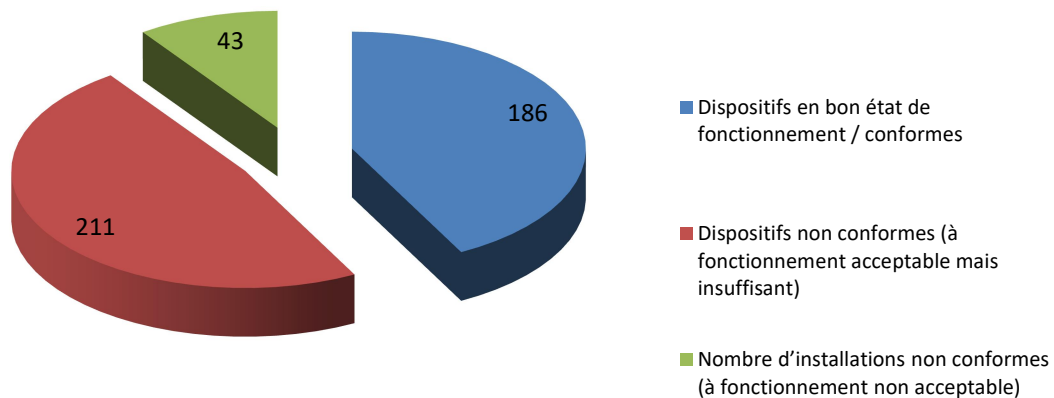
Pour les installations non conformes présentant **des dangers pour la santé** des personnes ou un **risque avéré de pollution** de l'environnement, y compris les **installations incomplètes en zone à enjeu sanitaire** (périmètre de protection), le rapport de contrôle remis au propriétaire précise les travaux nécessaires, **à réaliser sous quatre ans**, pour éliminer les dangers pour la santé des personnes et les risques avérés de pollution de l'environnement. En cas de **vente** du bien immobilier, ces travaux devront être réalisés **au plus tard un an** après la signature de l'acte de vente.

Le bilan de la campagne 2017 :

	2017
Nombre d'installations à contrôler	146
Nombre de contrôles réalisés	124
Refus de visite	2
Rendez-vous décalé	1
Non concernés (Réhabilitation en cours, dernier contrôle < 4 ans)	7
Dossiers annulés (usagers raccordés à l'assainissement collectif, ANC commun)	12

Nombre de contrôles et classement des installations		2014	2015	2016	2017
Nombre total de contrôles de bon fonctionnement		54	68	97 dont 6 dans le cadre des mutations	133 dont 9 dans le cadre des mutations
NON-CONFORME P1, (POINT NOIR) LISTE DE TRAVAUX +/- REHABILITATION SOUS 4 ANS, 1 AN SI VENTE	Nombre d'installations à fonctionnement non acceptable	4 7%	6 9%	13 14%	20 16%
NON CONFORME P2 LISTE DE TRAVAUX +/- REHABILITATION SI VENTE	Dispositifs à fonctionnement acceptable mais insuffisant	36 67%	38 56%	52 54%	49 40%
CONFORME	Dispositifs en bon état de fonctionnement	14 26%	24 35%	32 33%	54 43%

Etat du parc au 31/12/2017



■ Les réhabilitations en 2017 :

4 installations ont été réhabilitées (contrôle d'exécution réalisé) dont 2 à Kerbotin, 1 à Fontenon, 1 à Lescouedec (non conforme à la réalisation).

4 installations sont en cours de réhabilitation au 31/12/2017 (conception en cours) dont 2 sont des installations classées non conformes « avec impact sanitaire / environnemental » et 2 non conformes « sans impact sanitaire / environnemental ».

Ces installations prochainement réhabilitées sont situées à La Grée, Guyodec, Parcarre, Kerbotin.

PARTIE II : TARIFICATION ET RESULTATS DU SERVICE

1. La tarification

Les tarifs appliqués en 2016 ont été reconduits en 2017 et 2018. Ainsi, les tarifs applicables au 1^{er} janvier 2018 sont les suivants :

- Contrôle de conception : **69 €**
- Contrôle de réalisation : **146 €**
- Contrôle de fonctionnement réalisé tous les 4 ans : **80 €**, payable annuellement, soit 20 € par an. Cette redevance est acquittée par tout redevable, à compter du diagnostic initial des installations existantes ou du contrôle de bonne exécution des travaux des installations neuves.
- Diagnostic initial : **120 €**

Ces tarifs ont été fixés par délibération n°2017/10/124 du 16 novembre 2017.

Le service n'est pas assujéti à la TVA.

2. Résultats

En €	2015	2016	2017
Recettes de fonctionnement	8 452,35	6 982,20	14 589,28
➤ Dont redevance contrôles du neuf	1 712,00	1 128,00	2 710,00
➤ Dont redevance contrôle existant	6 740,35	5 854,20	11 879,28
Dépenses de fonctionnement	9 939,43	11 831,38	15 473,83
➤ Dont rémunération prestataire contrôle	5 939,43	7 831,38	10 582,00
➤ Dont charges de personnel et frais	4 000,00	4 000,00	4 891,83
Résultat	-1 487,08	-4 849,18	-884,55
Résultat reporté de n-1	11 122,41	9 635,33	4 786,15
Excédent de fonctionnement	+ 9 635,33	+ 4 786,15	+ 3 901,60

Le montant annuel des redevances perçues pour le compte de la collectivité en 2017 s'élève à 11 879,28 €. Elles correspondent au 1^{er} acompte et au solde rattaché 2017 (8 4400 €), et au solde 2016 (3 439,28 €).

La rémunération du contrôleur au titre de l'année 2017 s'élève à 10 582 € et se décompose comme suit :

- 8265.36 € au titre des contrôles de bon fonctionnement (périodique et vente)
- 779.10 € au titre des contrôles de conception
- 1123.20 € au titre des contrôles de réalisation

L'écart de 414.34 € correspond à un solde de facturation des contrôles réalisés en 2016.

PARTIE III : INDICATEURS DE PERFORMANCE

Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif (P301.3)

Cet indicateur a vocation à évaluer la protection du milieu naturel découlant de la maîtrise des pollutions domestiques. Pour ce faire, il mesure le niveau de conformité de l'ensemble des installations d'assainissement non collectif sur le périmètre du service, en établissant un ratio entre :

- d'une part le nombre d'installations contrôlées jugées conformes ou ayant fait l'objet d'une mise en conformité connue et validée par le service **depuis la création du service jusqu'au 31/12/N**,
- d'autre part le nombre total d'installations contrôlées **depuis la création du service jusqu'au 31/12/N**.

$$\text{taux de conformité des dispositifs d'assainissement collectif} = \frac{\text{nombre d'installations contrôlées conformes ou mises en conformité}}{\text{nombre total d'installations contrôlées}} * 100$$

	Exercice 2015	Exercice 2016	Exercice 2017
Nombre d'installations contrôlées conformes ou mises en conformité	172	168	186
Nombre d'installations contrôlées depuis la création du service	438	432	440
Autres installations contrôlées ne présentant pas de dangers pour la santé des personnes ou de risques avérés de pollution de l'environnement	225	213	211
Taux de conformité en %	90,6	88,2	90,2